



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS DES SOMMES A PAYER

Ampliation de titre de recette

Emetteur de la créance

SPANC

01 ROUTE D ESPAGNE

65250 LA BARTHE DE NESTE

Téléphone : 0562984153

Horaires d'ouverture : Secretariat : 13h30 - 17h00

Mél :

Centre des Finances publiques

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE LANNEM

545 RUE GEORGES CLEMENCEAU

65300 LANNEMEZAN

5969-054725-0133-2

MME CHARRY FRANCE
MADAME MARIE PERRET
CHEZ ABAFIM
16 AVENUE DE LA MARNE
65000 TARBES

Comptable en charge du recouvrement

Centre des Finances publiques

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE LANNEM

545 RUE GEORGES CLEMENCEAU

65300 LANNEMEZAN

Téléphone: 05.62.40.50.60.

Horaires d'ouverture : 8h45 - 12h00

Mél :

Madame, Monsieur,

En application des articles L.252 A du livre des procédures fiscales et L.1617-5 du code général des collectivités territoriales, j'ai émis et rendu exécutoire un titre de recette pour recouvrer la créance dont les caractéristiques sont les suivantes :

Références à rappeler

Budget	Exercice	N° bordereau	N° titre
27004	2023	6	55

Adresse de paiement par Internet : www.payfip.gouv.fr

Identifiant structure publique : 045081

Référence : 2023-55-1

Date d'émission du titre de recette : 03/03/2023

Objet	Prix unitaire	Qté 1	Qté 2	Montant total HT	TVA	Montant TTC
VENTE - CONTROLE ASSAINISSEMENT - ANC 449 015 - CHARRY France -03/03/2023	200,00			200,00	0,00	200,00
TOTAL GENERAL						200,00€

À compter du présent avis, vous disposez d'un délai de :

- trente jours pour payer cette somme au comptable public selon les modalités détaillées ci-dessous ;
- deux mois pour éventuellement contester ce titre de recette, selon les modalités détaillées au verso.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

PLANO Bernard Président

Feuillet 1 sur 1

Application : HELIOS

Avis des sommes à payer

SOMME A PAYER EN EUROS : 200,00

Références

Poste : 065014

Titre de recette : 27004-2023-55

MME CHARRY FRANCE
MADAME MARIE PERRET
CHEZ ABAFIM
16 AVENUE DE LA MARNE
65000 TARBESN° Emetteur : 850033
SPANC ***TALON DE PAIEMENT**CENTRE D'ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
94974 CRETEIL CEDEX 9

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

000004270238

850033000159 9610000000550000010650145952806

20000

Pour utiliser les autres modes de règlement, voir au verso.



Autres moyens de paiement

PAR VIREMENT BANCAIRE

Vers le compte bancaire du comptable public :
BIC : BDFEFRPPCCT
IBAN : FR463000100811D654000000058

Indiquez, en zone objet / libellé les références suivantes :
27004-2023-55

PAR CARTE BANCAIRE

Munissez-vous de votre avis, au guichet du :
**CENTRE FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE
LANNEM**
Tél : 05.62.40.50.60.
Horaires d'ouverture :
8h45 - 12h00

PAR CHEQUE BANCAIRE

En Euro à l'ordre du Trésor public, et tiré exclusivement sur une banque française. Joignez le talon de paiement non signé et non agrafé, sans aucun autre document. Le tout est à envoyer à l'adresse mentionnée sur le talon de paiement.

En numéraire (dans la limite de 300€) ou carte bancaire, avec cet avis chez le buraliste partenaire agréé

PAR PRELEVEMENT - Si vous souhaitez que vos dettes futures soient prélevées automatiquement sur votre compte bancaire, et si la collectivité offre cette possibilité, la démarche est la suivante : NEANT.

Comment contester ou vous renseigner sur votre dette envers l'organisme public :

> Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service émetteur de la créance indiqué au recto du présent avis ;

Pour contester le bien-fondé de cette créance, vous devez déposer un recours devant Le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire, ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite (cf. 2o de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales).

Toute somme non acquittée dès la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué au recto (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels dûment justifiés par vous).

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez:

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales:«l'action (...) pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite»

- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite:

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.*281-3-1 du LPF);

- Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.

- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet:

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation/formulaire> ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). *La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.*